PV approuvé par
N CHERBONNIER

PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2025 A SEGRE AU SIEGE D'ANJOU BLEU COMMUNAUTE DE 9H30 A 12H00

Ouverture du Comité syndical par le Président à 9h30 en présence, absence excusée, absence de :

Communauté de Communes	NOM-Prénom	Fonction	Présent	Excusé(e)	Absent
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	**M. GRIMAUD Gilles**	**Titulaire**	**x**		
	M. ANNONIER Claude	**Titulaire**	**x**		
	M. AUBRY Fabien	**Titulaire**		**x**	
	M. MARY Yves	**Titulaire**	**x**		
	M. ROUJOU Loïc	Suppléant			**x**
	M. GUERIN Patrice	Suppléant			**x**
CC ANJOU LOIR ET SARTHE	**M.GUILLEUX Jean-Philippe**	**Titulaire**		**x**	
	M. RIGAUD David	**Titulaire**	**x**		
	M. CHERBONNIER Noël	**Titulaire**	**x**		
	Mme DESMARRES Martine	**Titulaire**			**x**
	M. CAMUS Emmanuel	Suppléant			**x**
	M. DE VILLOUTREYS Thierry	Suppléant	**x**		
CC LOIRE LAYON AUBANCE	**M. GALLARD Thierry**	**Titulaire**	**x**		
	M. SCHMITTER Marc	**Titulaire**		**x**	
	M. NOYER Robert	**Titulaire**	**x**		
	M. LAVENET Vincent	**Titulaire**	**x**		
	M. DAVY Gilles	**Titulaire**			**x**
	M. FONTENEAU Jean-Jacques	**Titulaire**	**x**		
	M. ARLUISON Jean-Christophe	Suppléant			**x**
	M. MOUSSEAU Damien	Suppléant			**x**
	M. LEHEE Stephen	Suppléant			**x**
CC VALLEES DU HAUT ANJOU	**M. GLEMOT Etienne**	**Titulaire**	**x**		
	M. BUREAU Arnaud	**Titulaire**	**x**		
	M. BRU Jean-Pierre	**Titulaire**	**x**		
	M. DRIANCOURT Marc-Antoine	**Titulaire**	**x**		
	M. BELLANGER Dominique	Suppléant			**x**
	M. NIREFOIS David	Suppléant			**x**

Le Président fait part de la présentation d'un pouvoir de Fabien AUBRY donné à Yves MARY.

1 - RUBRIQUE VIE INSTITUTIONNELLE ET DIRECTION GENERALE

1-1 Vérification du quorum, ouverture de séance et nomination d'un secrétaire

Rapporteur : Thierry GALLARD

Après appel des délégués, le Président vérifie que le quorum est atteint, ouvre la séance et procède à la nomination d'un secrétaire de séance : Noel CHERBONNIER

1-2 Approbation du procès-verbal du Comité Syndical du 28 mars 2025

Rapporteur : Thierry GALLARD

Le procès-verbal du Comité syndical est présenté aux délégués.

Aucune observation ou demande de modification n'est formulée.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, approuve le Procès-Verbal du Comité syndical du 28 mars 2025.

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

1-3 Présentation des décisions du Président prises par délégation du Comité entre le 25 mars et le 23 juin 2025

Rapporteur : Thierry GALLARD

Le Président présente la liste des décisions prises par délégation du comité syndical.

Pas de question.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, approuve les décisions du Président prises par délégation du Comité.

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

2 - RUBRIQUE FINANCES

2-1 Durées d'amortissement des immobilisations du Syndicat d'eau en application de l'instruction budgétaire et comptable M49

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Ce point fait suite à la recommandation numéro 8 formulée par La Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire dans son rapport définitif du 7 mars 2025 relative à une remise à plat des durées d'amortissement de l'ensemble des immobilisations du syndicat (y compris les immobilisations des comptes 2088, 21355,2138,2188 cités par la CRC page 45 du rapport)

La délibération aura pour objectif d'édicter les principes généraux de comptabilisation des immobilisations et de façon exhaustive les durées d'amortissements applicables au SEA.

Les 2 délibérations prises par le Comité syndical du 29 mars 2018 et du 18 mai 2018 sont en effet incomplètes.

Pour rappel, le syndicat est soumis à l'instruction budgétaire et comptable M49 (plan comptable abrégé applicable aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable)

Le Président rappelle que l'amortissement est une technique comptable qui contribue à la sincérité des comptes publics en permettant de faire apparaitre la dépréciation des biens (avec une valeur réelle des immobilisations) et d'étaler dans le temps la charge de leur renouvellement.

Le Président rappelle qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les durées d'amortissement par type ou catégorie de bien (article R2321.1 du CGCT) et qu'il propose les règles de gestion suivantes :

Principes Généraux de comptabilisation des immobilisations :

Sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement.

Les immobilisations sont constituées de l'ensemble des biens qui apportent une valorisation supérieure à l'entreprise et vont profiter à l'activité de l'entreprise sur plusieurs exercices.

Il s'agit donc de biens constituant un investissement durable pour l'entreprise, principalement des biens nouveaux ou acquis en remplacement de biens déjà immobilisés.

Si l'administration fiscale a fixé le montant de 500€ pour différencier les charges des immobilisations, il n'empêche qu'il peut exister des immobilisations d'un montant inférieur.

Les amortissements sont enregistrés chaque année pour refléter la perte de valeur des immobilisations et permettre de constituer des « provisions » en vue de leur remplacement.
Règles de gestion des immobilisations proposées pour le SEA :

- les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur cout d'acquisition HT ou TTC selon l'assujettissement à la TVA ou non du bien
- Les immobilisations seront comptabilisées **à compter du 1er jour du mois suivant sa mise en service**, l'amortissement sera pratiqué selon le **mode linéaire** à partir de cette date et un **prorata temporis** sera appliqué sur la base de 12 mois pour les acquisitions en cours d'exercice (cf. instruction budgétaire M49 et règles appliquées aux contrats DSP)
- Seront comptabilisés en immobilisation tous les biens d'une **valeur supérieure à 500 €**,
- Seront également comptabilité en immobilisation,
    - les compteurs d'eau et modules de communication associés,
    - le matériel électroportatif d'une valeur unitaire supérieure à 200 €,
    - les branchements neufs d'eau potable
    - les biens d'une valeur individuelle inférieure à 500€ mais qui composent un lot (fonction ou usage commun) ou un ensemble et dont la valeur est supérieure au seuil.
- Application de la **méthode par composants** : un bien patrimonial (par exemple une nouvelle usine) pourra être réparti en différents composants dont les durées de vie sont différentes et donc amortis sur des durées adaptées permettant une meilleure gestion des remplacements et de l'inventaire des immobilisations.
- Les frais engagés pour entretenir ou réparer un bien immobilisé ne seront comptabilisés en immobilisation que s'ils ont pour effet d'augmenter la valeur du bien ou la durée de vie probable prévue initialement, d'au moins 24 mois. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'elles permettent de maintenir une immobilisation en état de marche pendant la durée d'utilisation prévue initialement, elles doivent être enregistrées en **fonctionnement** (par exemple le changement des modules de communication des compteurs)
- **Les subventions d'investissement** sont amorties sur la même durée que les biens qu'elles financent.
- Les durées d'amortissements des biens immobilisés sont listées dans le document annexe
- Ces règles de gestion des immobilisations seront appliquées à l'ensemble des biens acquis **à compter du 1er janvier 2025.** Les durées d'amortissement appliquées sur les biens acquis avant cette date ne seront pas modifiées.

Pas de question.

Les délégués, après en avoir délibéré, décident :

- **-d'abroger les délibérations antérieures n°2018/29-III-15 + n°2018/29-III-16 + n°2018/18-V-08 + n°2021/25-VI-14 relatives aux durées d'amortissement des biens,**
- **-d'approuver les règles proposées ci-dessus en matière d'immobilisation et d'amortissement des biens du Syndicat d'Eau de l'Anjou, à partir du 1er janvier 2025,**
- **- d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets 2025 et suivants,**
- **-d'autoriser le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution du dossier.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

E GLEMOT précise que les délégataires du SEA (SAUR et VEOLIA) ont également définis des règles d'amortissement des biens exploités.

3 - RUBRIQUE RESSOURCES HUMAINES- MOYENS GENERAUX

3-1 Suppression de 5 postes au tableau des effectifs du SEA

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Afin de conserver un tableau des effectifs qui soit représentatif de la structure et de la taille du syndicat, il est projeté de supprimer 5 postes vacants de fonctionnaires, selon le tableau suivant :

CADRE D'EMPLOI / GRADE	NOMBRE	COMMENTAIRES
FILIERE ADMINISTRATIVE		
ATTACHE TERRITORIAL PRINCIPAL	1	Départ en retraite de la titulaire au 01/08/2024. Remplacement effectué par un CDI de droit privé.
FILIERE TECHNIQUE		
INGENIEUR	1	Poste créé en 2020 en prévision d'une éventuelle promotion interne d'un technicien. N'a jamais été occupé
TECHNICIEN	1	Poste occupé en 2020 par un contractuel, qui a opté pour un CDI de droit privé en janvier 2021. Vacant depuis.
AGENT DE MAITRISE	1	Poste créé en 2019 en prévision d'une éventuelle promotion interne d'un adjoint technique. N'a jamais été occupé.
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ere classe	1	Départ en retraite du titulaire, après détachement, au 01/03/2025.
Total	**5**	

Après ces suppressions de postes, le tableau des effectifs comporte encore 4 postes de fonctionnaires vacants.

Cette situation est conforme à la délibération prise par le Comité Syndical le 23 juin 2023 relative à l'évolution des règles de gestion des effectifs.

Le Comité Social et Territorial du CDG 49 a rendu un avis favorable du collège des représentants des collectivités et un avis ni favorable ni défavorable des représentants du personnel le 16 juin 2025.

Pas de question.

Le Comité, après en avoir débattu, décide :

- **La suppression d'un poste permanent d'attaché territorial principal à temps complet ;**
- **La suppression d'un poste permanent d'ingénieur à temps complet ;**
- **La suppression d'un poste permanent de technicien à temps complet ;**
- **La suppression d'un poste permanent d'agent de maitrise à temps complet ;**
- **La suppression d'un poste permanent d'adjoint technique principal 1ère classe à temps complet ;**
- **Le maintien au tableau des effectifs des postes permettant la réintégration des agents détachés ainsi qu'une évolution de carrière des agents.**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la présente**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

3-2 Création de 4 postes au tableau des effectifs du SEA

Rapporteur : Etienne GLEMOT

Il est envisagé la création de 4 postes permanents à temps complet, sous contrat de droit privé (CDI) :

- 1 poste de niveau Technicien / Agent de Maîtrise permanent

Parmi les recommandations émises par la Chambre Régionale des Comptes, il est évoqué la nécessité de renforcer la mission de gestion de la ressource en eau. La création d'un poste supplémentaire, sa position dans l'organigramme, le périmètre exact de ses missions sont encore à discuter. Néanmoins, pour gagner en réactivité et permettre un recrutement rapide, il est proposé de créer le poste au tableau des effectifs dès maintenant.

- 3 postes de niveau Employé / Ouvrier permanent

Fin 2024, les équipes de la régie ont été renforcées avec l'arrivée d'un agent d'exploitation supplémentaires et d'une chargée de clientèle supplémentaire. : ces 2 postes n'ont pas fait l'objet d'une création au tableau des effectifs.
Les recrutements ont pu se faire sur des postes devenus vacants consécutivement au départ de 2 fontainiers. Ces départs devant être remplacés, il est nécessaire de procéder à la création de ces 2 postes.
Le renforcement de l'équipe Exploitation de la régie doit se poursuivre sur l'année 2025 avec le recrutement d'un poste d'agent d'exploitation supplémentaire : une 3ème création de poste est donc nécessaire.

Ces 4 créations de postes feront l'objet de délibérations distinctes du Comité afin d'en faciliter le suivi.

Le tableau des effectifs présenté en annexe, sera mis à jour par décision du Président (en application des délégations consenties par le Comité au Président depuis le 09/12/2022).

Le Comité, après en avoir délibéré :

- **Décide la création d'1 poste de technicien/agent de maitrise permanent à temps complet,**
- **Décide la création de 3 postes d'employé/ouvrier permanent à temps complet,**
- **Dit que ces emplois pourront être pourvus par recrutement interne ou recrutement externe. Ils pourront être occupés par un salarié recruté sous la forme d'un contrat de droit privé conformément aux dispositions du Code du Travail, et notamment les articles L 1221-2, L1221-3 ainsi que les articles L1242-2 et L1242-3,**
- **Dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des emplois crées sont prévus au budget,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la présente.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

C TRIPET rappelle qu'il ne reste que 8 fonctionnaires sur 40 salariés au SEA.

4 - RUBRIQUE EXPLOITATION

4-1 Admission des irrecouvrables proposées par les délégataires 2024

Rapporteur : Thierry GALLARD

Les élus se prononcent au sujet des propositions d'irrécouvrables proposées par les différents délégataires, dans leurs comptes de gestion 2024, selon les montants suivants :

Secteurs	Propositions irrécouvrables	% des recettes annuelles
Bierné – DSP SAUR	4 030,96 €	0,70%
Layon – DSP SAUR	1,56 €	0 %
Sud-Est – DSP VEOLIA (2nd semestre)	2 470,50 €	0,20%
Nord-Ouest – DSP SAUR	500,05 €	0 %
Nord-Est – DSP SAUR	17 926,30 €	1,10%
TOTAL	24 929,37 €	0,38 %

A noter que ces montants d'irrécouvrables sont globalement faibles (0.38 % des recettes annuelles), à l'exception des montants proposés par SAUR sur le secteur Nord-Est. Il s'agit des derniers irrécouvrables proposés sur les contrats DSP Nord-Est et Nord-Ouest, puisque la gestion des impayés est intégrée à la Redevance Mise à Disposition du Patrimoine mise en place depuis le 1er octobre 2024 (cf délibérations DCS24_09_27_08 et DCS24_09_27_09 du Comité du 27 septembre 2024)

E GLEMOT propose aux élus d'étudier le détail des irrecouvrables du secteur Nord Est proposées par SAUR pour un montant total de 17 926,30 €.

Étiquettes de lignes	Somme de HT Irrécouvrable	Total distinct de Ref Client Irrécouvrable
Banque de France	**442,89 €**	
2021	*144,48 €*	*1*
2022	*158,23 €*	*2*
2023	*97,22 €*	*1*
2024	*42,96 €*	*1*
Décédé	**390,18 €**	
2021	*264,90 €*	*5*
2022	*125,28 €*	*5*
Liquidation Judiciaire	**2 265,79 €**	
2021	*2 207,43 €*	*4*
2022	*58,36 €*	*2*
NPAI	**5 649,34 €**	
2021	*3 997,15 €*	*77*
2022	*1 665,06 €*	*41*
2023	*-1,76 €*	*2*
2024	*-11,11 €*	*1*
Solidarité eau	**12,87 €**	
2023	*1,75 €*	*1*
2024	*11,12 €*	*1*
Voies amiables infructueuses	**9 165,23 €**	
2021	*5 681,75 €*	*112*
2022	*3 483,48 €*	*78*
Total général	**17 926,30 €**	**249**

Détail NPAI et voies amiables infructueuses :

Tranche	N'habite plus à l'adresse indiquée	Voies amiables infructueuses	TOTAL (litigieux)
< 50 €	1 146,67 € (61)	1 525,59 € (77)	2 672,26 € (138)
50 - 100 €	1 448,22 € (20)	2 747,06 € (36)	4 195,28 € (56)
100 - 200 €	1 239,37 € (9)	2 608,84 € (18)	3 848,21 € (27)
200 - 379 €	1 815,08 € (6)	2 044,92 € (8)	3 860,00 € (14)
TOTAL	**5 649,34 € (96)**	**8 926,41 € (139)**	**14,575,75 € (235)**

E GLEMOT rappelle que si le SEA souhaitait récupérer les créances à recouvrer, il ne pourrait récupérer que de faibles sommes sur les montants proposés, puisqu'il s'agit de personnes qui ont déjà fait l'objet d'une procédure complète de relance et de précontentieux. Il rappelle également que certains des abonnés concernés n'ont pas les moyens de payer la facture d'eau et peuvent être accompagnés par les CCAS.

Certains délégués s'interrogent au sujet de la hausse des impayés sur le secteur Nord Est ?
Le taux d'impayés est historiquement assez stable autour de 1.50 % des recettes annuelles à l'échelle du SEA (sur l'exercice N-1 au 31 décembre de l'année N).

T GALLARD rappelle que le mécanisme de la RMDP mis en place depuis octobre 2024 va permettre de sécuriser les deux plus gros contrats du SEA sur les secteurs Nord-Ouest et Nord-Est : il s'agit de redevances désormais fixes même si les volumes d'eau consommés baissent ou si le taux d'impayés augmente.

Après avoir entendu les précisions apportées sur les irrecouvrables du secteur Nord Est, les élus acceptent les montants proposés par SAUR.

Les autres irrecouvrables d'un montant très faible (entre 0 et 0.7% des recettes des délégataires) sont également acceptées par les élus.

Le Comité Syndical, après avoir délibéré :

- **Accepte l'irrécouvrabilité de l'intégralité des créances proposées par les délégataires sur les différents secteurs, pour un montant total de 24 929,37 €**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la Présente.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention
Unanimité

4-2 Conclusion d'un avenant n°2 au contrat DSP secteur Sud-Est conclu avec VEOLIA : extension du périmètre du secteur sud est aux communes de Denée, Mozé-sur-Louet et Rablay-sur-Layon

Rapporteur : Thierry GALLARD

Le contrat de délégation de service public relatif à la gestion du secteur Layon arrive à échéance au 31/12/2025 et sera remplacé par un marché de prestations de service d'une durée de 3 ans à compter du 01/01/2026. Par délibération du 27 septembre 2024, les élus du Comité ont autorisé le président à négocier avec la société VEOLIA un avenant au contrat DSP du secteur Sud-Est, (contrat conclu sur la période 2021-2028) pour intégrer les communes de Denée, Mozé-sur-Louet et Rablay-sur-Layon (commune déléguée de Bellevigne en Layon) au secteur Sud Est.

L'avenant N°2 prévoit notamment :

- L'intégration des communes de Denée, Mozé-sur-Louet et Rablay-sur-Layon (commune déléguée de Bellevigne en Layon), à partir du 1er janvier 2026, sans changement du tarif du concessionnaire sur l'ensemble du secteur Sud-Est.
- La modification de la formule de révision de la rémunération du concessionnaire,
- Le renouvellement des compteurs existants (estimés à 205 727,90 €) par des compteurs compatibles avec le protocole de communication LORAwan sur ces 3 communes, via une participation du SEA correspondant à 5/8eme du montant d'investissements complémentaires liés à ces renouvellements, soit 64 607 €.
- La prise en charge des achats d'eau par VEOLIA,
- La prise en charge par le SEA de la redevance d'occupation du domaine public,
- La réduction du fonds de solidarité à 2 100 € pour les 3 dernières années du contrat.

Cet avenant entraine une augmentation du chiffre d'affaires du contrat de 6% par rapport au contrat initial.

L'intégration des 3 communes augmente le chiffre d'affaires du contrat DSP de + 6 % (soit 959 415 €), avec un résultat de 0.4%, au vu des charges associées (+ 46% d'achats d'eau par VEOLIA, + 17 % de travaux de renouvellement des compteurs, + 13 % de charges de personnel).

T GALLARD précise qu'au vu du montant de l'avenant (augmentation de + 5%) l'avenant a été présenté à la Commission de Concession de Service Public (CCSP) à 9h, avant le Comité. Celle-ci a émis un avis favorable à la conclusion de l'avenant 2, à l'unanimité.

Pas de question supplémentaire.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Accepte de conclure un avenant n°2 au contrat de concession de service public secteur Sud-Est, attribué à la société VEOLIA – EAU,**
- **Autorise le président, ou son représentant, à signer l'avenant n°2**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la présente délibération.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

4-3 Conclusion d'un avenant n°4 au contrat de délégation de service public conclu avec SAUR pour la gestion du secteur Layon du SEA

Rapporteur : Thierry GALLARD

Un contrat d'affermage du secteur du Layon a été conclu avec la société SAUR pour une période de 12 ans s'achevant le 31 décembre 2025.

Dans le cadre du contrat, SAUR a déployé un protocole de télérelève basé sur une technologie radio G2. Certains modules arrivent en fin de vie et ne communiquent plus. SAUR doit donc renouveler certains compteurs en 2025, que le SEA devrait à nouveau renouveler en 2026 pour qu'ils soient compatibles avec le protocole de communication LORAwan.

Après discussions avec SAUR, il est proposé de conclure un avenant n°4 permettant un renouvellement des compteurs défectueux par des compteurs compatibles Lorawan, en échange d'une baisse de l'objectif de télérelève des compteurs, afin d'éviter une mauvaise qualité de service pour l'abonné via la pose de compteurs neufs sur 2 années consécutives. Par ailleurs, une mise à jour du programme pluriannuel de renouvellement des équipements électromécaniques est nécessaire sur le secteur Layon.

L'avenant n°4 prévoit :

- Un renouvellement de 200 compteurs et 60 modules compatibles avec le protocole de communication LORAwan par SAUR.
- Baisse de l'objectif de fonctionnement 2025 de télérelève à 81% des usagers desservis,
- Mise à jour du programme de renouvellement des équipements électromécaniques.

D RIGAUD précise que l'avenant n°4 est conclu sans incidence financière.

Pas de question.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Autorise le président, ou son représentant, à conclure un avenant n° 4 au contrat DSP secteur Layon conclu avec SAUR**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la Présente.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

5 - RUBRIQUE DIRECTION TECHNIQUE

5-1 Conclusion d'un nouveau protocole transactionnel SAUR/SEA sur le différend lié au marché n°21-017 travaux de pompage « feeder sud »

Rapporteur : Thierry GALLARD

Par décision du Président du SEA du 6 mars 2023, un protocole d'accord transactionnel entre la SAUR et le SEA a été conclu afin de mettre un terme au différend né de l'exécution du marché public n°21-017 relatif à la création d'un pompage « feeder sud » au sujet d'une demande du SEA d'extension de garantie des équipements installés par SAUR. Le protocole transactionnel prévoyait un solde de 5000 € HT / 6000 € TTC à acquitter au bénéfice de SAUR, pour solde de tous comptes.

En juillet 2024, la Paierie départementale a exigé la présentation d'une délibération du Comité syndical (à la place de la décision du Président) et une délibération a été prise par le Comité du 27 septembre 2024.

Le 11 décembre 2024, la Paierie départementale a rejeté le mandat de paiement du protocole pour irrégularité (insuffisance de la réciprocité des concessions et manque de précisions des préjudices subis par les parties au protocole).

En réponse aux demandes de la Paierie, une nouvelle rédaction du protocole est soumise au Comité.

Pas de question.

Le Comité, après en avoir délibéré :

- **Accepte de conclure un nouveau protocole transactionnel avec SAUR,**
- **Autorise la signature du nouveau protocole par le Président ou son représentant,**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la délibération.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

5-2 Avis relatif à la conclusion de conventions de partenariat avec le SIEML pour la mutualisation d'un réseau de télécommunication LORAwan.

Rapporteur : Thierry GALLARD

Le SEA a déployé un réseau de télécommunication Lorawan sur le secteur Nord-Ouest et une partie du secteur Nord-Est, via les contrats DSP conclus avec la société SAUR, afin de permettre la télérelève des compteurs d'eau.

En parallèle, le SIEML déploie actuellement un réseau de télécommunication Lorawan à l'échelle du département du Maine et Loire afin d'exploiter les horloges connectées des éclairages publics.

Il semble donc opportun de mutualiser les équipements sur les secteurs Nord-Est et Nord-Ouest via la conclusion de conventions de partenariat entre le SEA et le SIEML permettant un transfert de données entre les équipements (Roaming)

Par ailleurs, le SEA prévoit également de déployer un réseau de télécommunication Lorawan sur le secteur du Layon afin de faire évoluer la technologie de télérelève des 5500 compteurs existants.

Afin de mutualiser les équipements et les compétences existantes au sein du SIEML, il est envisagé de conclure une seconde convention avec le SIEML permettant :

- Au SIEML de déployer une quinzaine de nouvelles antennes, pour un montant estimatif de 75 000€.
- Au SEA de participer aux frais de mise en œuvre et de fonctionnement du SIEML à hauteur de 55 centimes € hors taxes par capteur et par mois pour les 5 premières années, puis 36 centimes € hors taxes par capteurs par mois ensuite.

Les délégués du Comité syndical ont été appelés à émettre un avis sur l'opportunité de signer des conventions de partenariat avec le SIEML pour le déploiement d'un réseau de télécommunication LORA mutualisé sur les 3 secteurs concernés.

D RIGAUD annonce qu'il ne prend pas part au vote en tant que salarié du SIEML.

Note : Réseau LoRa, abréviation de Long Range – Longue portée en français est une technologie de transmission radio qui permet de communiquer sur de longue distance avec une faible consommation énergétique, sans connexion permanente à internet.

Présentation des antennes LORA : il s'agit d'antennes de petites tailles habituellement installées en hauteur. Elles captent toutes les infos LORA disponibles autour de manière cryptée : chaque utilisateur doit donc les décrypter afin de pouvoir lire la donnée. En septembre 2024, 29 antennes LORA ont été posées par le SIEML sur le département pour permettre la connexion de 1600 objets (horloges des armoires d'éclairages).

Question sur la couverture des antennes LORA à la campagne ?
La couverture est variable selon les communes mais l'objectif de 96% de couverture est bien prévu dans les contrats.

Question sur l'intérêt d'autres interlocuteurs pour la technologie LORA ?
Cette technologie est actuellement peu utilisée par le secteur public mais toutefois déjà utilisée pour la relève d'eau potable par le SEA et l'éclairage public ou l'arrosage intelligent (notamment pour un stade de foot à Doué la Fontaine). Cette technologie pourrait également être exploitée dans le contrôle de la qualité de l'air des bâtiments publics. De nombreux départements sont en cours de déploiement d'un réseau LORA public, dont le département de la Mayenne.

A noter que le SIEML s'est structuré pour développer cette technologie puisqu'un ingénieur spécialisé dans le réseau LORA a été recruté. Il pourrait conseiller le SEA lors du déploiement des antennes et le fonctionnement de ce système de télécommunication.

Présentation du roaming / itinérance des données : l'accès serait gratuit pour le SEA, après la mise en œuvre d'un codage informatique (API).

La rédaction d'un contrat de partenariat mélangeant les acteurs publics (comme le SIEML, le SEA et les communes) et des entreprises parapubliques (comme SAUR ou VEOLIA) et sans faire appel aux grands opérateurs télécoms (Orange, SFR notamment) sera un exercice à encadrer de près juridiquement.

Question sur le risque de rupture de distribution d'eau en cas d'attaque informatique ?
Même si les antennes LORA sont hors service : il n'y aura pas de relevés mais l'eau potable sera toujours distribuée.

Zoom sur le déploiement d'antennes LORA sur le secteur Layon : le SIEML supportera un coût total de 77 000 € pour 15 antennes. Le SEA paiera une redevance de 0.55 € HT par mois et par compteur au SIEML. (Prix similaire aux pratiques habituelles).

T GALLARD précise que les contrats de partenariat prévoiront une clause obligatoire de revoyure du SEA et du SIEML dans un délai de 5 ans. Cette clause permettra de rediscuter à la fois le prix applicable et le périmètre à couvrir.

Question sur la durée d'amortissement des travaux du SIEML ?
Amortissement des travaux sur 5 ans actuellement. Il y a ensuite la maintenance des antennes LORA à prévoir.

C TRIPET rappelle que le SEA demeurera indépendant du SIEML avec son propre réseau LORA.

V LAVENET note qu'on multiplie les antennes sur les ouvrages et que cela pourrait poser problème aux citoyens. C TRIPET rappelle qu'il y a déjà 13 antennes de télérelève sur le territoire du Layon qui ne posent pas de difficultés particulières et que, dans la mesure du possible, les nouvelles antennes seront installées en lieu et place.

13 avis favorables , 0 contre, 0 abstention // Unanimité (retrait de D RIGAUD)
A la conclusion de conventions de partenariat entre le SEA et le SIEML par le Président T GALLARD

6 -RUBRIQUE REGIE- CLIENTELE

6-1 Remise gracieuse d'une facture d'un abonné

Rapporteur : Thierry GALLARD

L'école privée Noël Pinot du Louroux Béconnais n'a pas été facturé de ses consommations d'eau et assainissement depuis mars 2020, faute d'un abonnement dédié : consommation et abonnement eau et assainissement pour un montant total de 9 181,85 € HT.

Une réunion s'est déroulée le 21 mai 2025 en mairie de Val d'Erdre Auxence lors de laquelle il a été convenu de présenter le sujet au Comité syndical du 27 juin.

Dans un souci de reconnaissance de la co-responsabilité du SEA dans cette situation et afin de solder le dossier, le président et les vice-présidents du SEA proposent aux élus du Comité de :

- Emettre une facture à payer intégralement par l'OGEC pour la dernière période de facturation réalisée sur la commune du Louroux (Du 12/12/2023 au 18/11/2024 soit la même période que celle facturée à l'ensemble des usagers du Louroux Béconnais,) soit 1466,92 € HT et 1575 ,80 €TTC
- Annuler l'abonnement sur la période restante au titre de la reconnaissance qu'une partie du service du n'a pas été fournie par le SEA soit 426.91€ HT et 458.51€TTC
- Prendre à sa charge 1/3 du montant facturé sur la période du 5/03/2020 au 12/12/2023 hors abonnement soit 2429,34€ HT et 2609.07€ TTC)
- Laisser la commune du Louroux / Val d'Erdre Auxence définir avec l'OGEC dans quelle mesure elle participe à tout ou partie de la prise en charge des 2/3 restant, qui seront facturés à l'OGEC.
- Conditionner les dispositions ci-dessus à la régularisation par l'OGEC de sa demande d'abonnement.

E GLEMOT rappelle qu'historiquement la commune et l'école ne payaient pas l'eau potable car il y avait une usine d'eau au Louroux Beconnais. Les conditions de reprises du Louroux par le SEA ont été assez difficiles.
JP BRU remercie le SEA de participer à la prise en charge d'une partie de la facture.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

- **Autorise le président, ou son représentant, à accepter une remise gracieuse pour un montant total de 2856.25 € HT et 3067.58 € TTC sur la facture de l'école privée Noel Pinot du Louroux Beconnais selon les modalités définies ci-dessus,**
- **Autorise le président, ou son représentant à inscrire le montant de la facture faisant l'objet d'une remise gracieuse en « subventions de fonctionnement exceptionnelles » au chapitre 67**
- **Donne tous pouvoirs au Président ou son représentant pour l'application et l'exécution de la Présente.**

Vote : 14 voix pour, 0 contre, 0 abstention **Unanimité**

7 SUJETS D'INFORMATION DU COMITE

Sujets d'information :

- **1/ Point RH** : mouvements du personnel avec les arrivées / stagiaires- alternants
- **2/ Vente du bâtiment de Segré** à 112 000 € (promesse de vente)
- **3/ Rencontre des syndicats départementaux du Pole Ouest du 16 mai 2025** à Juigné avec la volonté de poursuivre la collaboration (présidence du SEA en 2025 et 2026 jusqu'aux éléctions avec organisation du Carrefour de l'eau en janvier 2026 et janvier 2027)
- **4/ Analyses d'eau effectuées par la Régie et par les délégataires**
- Rappel du traitement des puits pollués (à Vritz Candé par exemple) à prévoir
- **5/ rencontre organisée par le Département de la Sarthe et la Préfecture du Mans du 24 juin** sur un projet de mutualisation des syndicats d'eau de la Sarthe (35 personnes +20 en visio)
  6/ niveau de la ressource en eau avec un message de prudence pour cet été à diffuser

11h26 départ d'Etienne GLEMOT

11h29 départ d'Arnaud BUREAU

Dates des prochaines réunions :

DATES	BUREAU	COMITE SEA
Mercredi 27 aout de 16h30 à 17H30	Pose de la 1ere pierre de la nouvelle usine de saint Georges	
Vendredi 12 septembre	CAO marché public de gestion du secteur cœur Layon 8h30 Bureau de 9h à 10h45 CCSPL de 11h00 à 12h30	
Vendredi 26 septembre		Comité de 9 h à 12h à l'Usine St Maur VEOLIA
15 + 16 + 17 octobre	Congrès national AMORCE accueilli par le SIEML/SEA/SIVERT à Angers au centre des congrès	
Vendredi 28 novembre	Bureau de 9h à 11h au SEA	
Vendredi 12 décembre		Comité de 9h à 12h Salle de réunion de la CCLLA à Juigné / Les Garennes sur Loire

8- QUESTIONS DIVERSES DU COMITE 11h50

- 1/ Question de MA DRIANCOURT sur la stabilisation de la facturation de la Régie du SEA : un plan d'actions sur toute l'année 2025 est en cours mais la situation n'est malheureusement pas stabilisée (d'autant plus en l'absence d'un directeur)- il y a eu une présentation du sujet devant les membres du Bureau syndical le 13 juin - A noter que si la facturation connait un certain retard, au contraire, toutes les relèves des compteurs sur la Régie sont à jour.
  Relance du recrutement du Directeur Opérationnel de la Régie (DOR) en juin/juillet 2025

  2/ Question de V LAVENET sur le puits de Chalonnes pour déconnecter le zonage et le puits.

Clôture du Comité syndical du 27 juin par le Président à 11h56.